

**FORUM NATIONAL SUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS DANS LE
SECTEUR FORESTIER *Du 17 au 19 février 2009 au palais de parlement*
*- Brazzaville -***

Thème :

Comment organiser le marché local des bois sciés ?

INTRODUCTION

Dans le contexte actuel d'une économie forestière gravement touchée par la crise financière internationale, l'exploration du marché local des bois sciés devient l'un des axes prioritaires pour la relance du secteur forestier national.

Oui, on le sait, le commerce des bois artisanaux est pour la plupart des fonctionnaires du secteur forestier, un sujet de grandes polémiques intellectuelles. Les raisons justifiant cette polémique sont certes multiples mais celles qui sont connues sont liées aux coupes frauduleuses de bois qu'occasionnerait le sciage artisanal.

Pour cette raison principalement, le sciage artisanal et le commerce des bois artisanaux sont minimisés voire occultés, oblitérés comme s'ils n'ont pas de place dans la gestion durable des forêts du bassin du Congo, et sont marginalisés dans les plans forestiers nationaux de développement socio-économique des populations.

Aujourd'hui, il est très difficile d'affirmer qu'avec une exploitation forestière exclusivement orientée vers l'exportation des grumes et des sciages sur le marché mondial des bois tropicaux, la forêt congolaise peut-elle engendrer un développement socio économique durable des populations ? en témoigne la perte de la préséance des forêts nationales dans les secteurs hors pétrole

La menace de la crise financière internationale pèse encore gravement sur le secteur forestier national si des mesures ne sont pas prises pour protéger la filière nationale de production grumière et de commerce des bois artisanaux vis-à-vis des multinationales forestières. Cette filière qui mobilise énormément de personnels permanents et saisonniers et qui contribue efficacement à la réduction de la pauvreté pour le plus grand nombre de citoyens est riche aux initiatives créatrices d'emplois et génératrices des revenus. Elle a pour vocation de générer une chaîne des Petites et Moyennes Entreprises (PME), des Petites et Moyennes Industries (PMI) sur l'étendue du territoire national. Celle-ci servirait de base à la politique d'Industrialisation durable des forêts au Congo.

Dans le contexte actuel de la crise persistante du marché des bois tropicaux et d'une augmentation tangible des besoins en bois de sciage, l'organisation du marché local des marchandises forestières devient un impératif pour le gouvernement de la République. La mise en œuvre d'une telle ambition nationale repose sur des motivations à la fois sociales, législatives et écologiques dont les plus pertinentes sont au nombre de quatre :

1)- L'organisation du marché local des bois sciés est une méthode invisible à l'éradication des coupes frauduleuses de bois d'œuvre résultant du sciage artisanal. Cette prérogative écologique du marché local des bois sciés n'est pas bien connue. Il s'agit de la rendre opérationnelle pour obtenir les résultats escomptés.

- 2)- Le commerce de bois artisanaux est pratiqué de manière informelle sur l'étendue du territoire national et occasionne plusieurs comportements antiéconomiques. Le temps est venue pour organiser le marché local et mettre fin à son caractère informel.
- 3)- Les prérogatives du pouvoir central sur le marché national ont été transférées aux conseils départementaux et municipaux par la loi 10-2003 du 6 février 2003, portant transfert des compétences aux collectivités locales. Ainsi, le marché local est devenu une source de financement des budgets des collectivités locales décentralisées. Il s'agit à présent d'anticiper sur la prise de conscience tardive des pouvoirs délibérants des conseils départementaux et municipaux sur les marchandises forestières.
- 4)- Le transfert des compétences de l'Etat central aux collectivités locales décentralisées sur l'exploitation artisanale de la flore et de la faune est rendu effectif par les dispositions de la loi citée ci-dessus. Les collectivités locales pourront en jouir au moyen des autorisations de coupe de bois dans les forêts départementales ou communales. Ce parallélisme des décisions sur le sciage artisanal présente une menace sur le marché local si des mesures ne sont pas prises pour son organisation.

- De ce qui précède, le gouvernement du Congo doit vaincre le commerce frauduleux des bois et perdre la peur des coupes frauduleuses en forêt pour affirmer son identité et sa nouvelle conviction sur la gestion durable des forêts du bassin du Congo.

L'intérêt porté au marché des bois sciés au cours des présentes discussions est non seulement un grand pas accompli mais également une illustration de la volonté politique à prendre en compte, dans le plan de relance du secteur, les préoccupations socio-économiques résultant du sciage artisanal. La question fondamentale à laquelle il faut apporter des réponses aujourd'hui est celle de savoir :

Comment organise t-on un marché local des bois sciés ?

On entend, par organisation du marché local des bois sciés, une définition par voie réglementaire, des clauses et usages commerciaux pertinents dudit marché, en vue de créer un cadre légal à l'initiative privée d'entreprendre les activités commerciales. L'objectif poursuivi est de garantir son fonctionnement harmonieux et d'en assurer une bonne administration des missions régaliennes de l'état sur l'étendue du territoire national.

Cette procédure de codification a pour but de repenser la visibilité du marché informel des marchandises forestières en subordonnant les opérations de vente des bois d'œuvre à la conclusion préalable d'un contrat commercial entre les parties contractantes. Ce contrat s'impose aux vendeurs et acheteurs sous forme d'engagements contraignants.

L'intérêt de cette procédure de codification réside dans la responsabilisation des acteurs vis-à-vis de leur destin par la définition préalable des droits et devoirs de chaque partie.

Quant au commerce de bois sciés lui-même, il désigne un ensemble des opérations de vente de bois pratiquées en aval du sciage artisanal par des citoyens détenteurs ou non des autorisations des coupes de bois.

Par ailleurs, le sciage artisanal est défini comme un ensemble des opérations forestières effectuées en amont des activités commerciales et qui concourent à l'exploitation et à la transformation des bois d'œuvre à l'aide de la Tronçonneuse. Actuellement le sciage artisanal est également pratiqué à l'aide des machines mobiles de transformation de type LUCAS MIL. L'ensemble de toutes ces activités recèlent un caractère libéral et sont exclusivement réservées aux nationaux dans le but de rechercher un professionnalisme national dans le secteur de la forêt et du bois.

Au plan méthodologique, toute procédure de codification d'un marché de bois d'œuvre exige un diagnostic préalable du contexte constitutionnel existant en vue de définir la visibilité du marché et les formes pratiques de son fonctionnement.

Après quoi, une analyse des contraintes majeures à l'identification et à la mise en œuvre du code est indispensable pour lever toutes les équivoques qui subsistent. Dans le contexte actuel du Congo, huit (08) contraintes majeurs sont prévisible à savoir :

- Contraintes institutionnelles ;
- Contraintes administratives ;
- Contraintes techniques ;
- Contraintes financières ;
- Contraintes sociales ;
- Contraintes professionnelles ;
- Contraintes législatives ;
- Contraintes morales.

Ilème Partie

ANALYSE DU CADRE CONSTITUTIONNEL ET LEGISLATIF EXISTANT

- **I- DIAGNOSTIQUE DU CONTEXTE**

- **I.1- Contexte constitutionnel**

La constitution du 20 janvier 2002 a affirmé les délibérations de la Conférence Nationale Souveraine relatives au multipartisme, à la décentralisation administrative et au libéralisme économique.

- **1.2- Contexte législatif et réglementaire**

Loi 16-2000 du 20 novembre 2000 portant code forestier (Article 8) : la commercialisation des bois et autres produits forestiers est libéralisée.

- Loi 10-2003 du 6 février 2003 portant transfert des compétences aux collectivités locales (article 16 : Fixe le principe du transfert des matières des eaux, forêts, chasse, commerce et artisanat)
- (Article 23 : Précise que la politique des reboisements du proximité, d'exploitation artisanale de la flore et de la faune est de la compétence des collectivités locales).
- Décret n°2003-20 du 6 février portant fonctionnement des circonscriptions administratives territoriales.
- (Article 3 : Le Préfet est dépositaire de l'Autorité de l'Etat dans le département, il représente le gouvernement et chacun des Ministres).
- (Article 4 : Le Préfet est soumis au pouvoir hiérarchique du gouvernement et de chacun des Ministres. Il a qualité de recevoir de chaque Ministre :
- Délégation des pouvoirs de décision dont peuvent être investi les services d'Etat qui exercent leurs activités dans le département ;
- Délégation des pouvoirs de signature des œuvres du gouvernement.

- (Article 26 : Place sous l'autorité administrative des collectivités locales tous les marchés départementaux.)
- Arrêté n°2930 du 31 mars 2004 fixant les frais de délivrance d'agréments et de la carte professionnelle aux artisans de la forêt et du bois.**67**

II-VISIBILITE DU MARCHE LIBERAL DES MARCHANDISES FORESTIERES

- **2.1. Principe actif du libre marché.**

Pour garantir le caractère libéral du marché des marchandises forestières c'est-à-dire son indépendance vis-à-vis de l'Etat, celui-ci doit renoncer totalement à l'ingérence du pouvoir administratif.

- **2.2. Principe actif de régulation des pratiques commerciales.**

Pour garantir à toutes et à tous une égalité de chance tout en étant neutre, l'Etat doit remplir sa fonction régulatrice en procédant à la codification des pratiques commerciales des agents économiques.

Cette fonction régulatrice est un préalable sans lequel les activités commerciales des bois demeurent informelles sur l'étendue du Territoire National. Un tel code du marché est une réglementation appropriée constituée de deux parties essentielles :

La première partie, est un texte réglementaire traitant des modalités pratiques d'entreprendre les activités commerciales des bois et d'organisation des missions régaliennes de l'Etat.

La deuxième partie est un document descriptif des clauses et usages commerciaux pertinents qui s'imposent aux vendeurs et acheteurs sous forme d'engagements contractuels contraignants.

Ce document doté d'une flexibilité remarquable doit être suffisamment complet et suffisamment précis en vue d'éviter tout malentendu grave entre les parties contractantes.

La pertinence de ce contrat commercial de bois réside dans l'identification d'une clause sur la réfaction des bois dont l'origine n'a pas été justifiée.

- **III- FONCTIONNEMENT PRATIQUE DU MARCHE.**

- **3.1. Fonctionnement des opérations de vente.**

Toutes les opérations de vente de bois en grume, dérivés de bois, rondins d'eucalyptus ou de pins, sciages usinés ou artisanaux sur l'étendue du territoire national donnent lieu à la signature d'un contrat entre le vendeur et l'acheteur.

La conclusion des contrats commerciaux entre les parties devrait être subordonnée à la réalisation préalable des opérations d'Agréage.

- ***3.1.1. Type de contrat d'approvisionnement en bois (CAB).***

La dénomination du contrat importe peu mais la pertinence des clauses contractuelles est d'une exigence capitale pour garantir la fiabilité du marché. Le document du contrat doit éviter d'être évasif et trop littéraire. Il est conçu de façon à faciliter son remplissage par toutes les parties concernées.

En considération de la clause sur le lieu de livraison des marchandises et moyens de transports, deux formes de contrat sont envisageables :

- contrat d'approvisionnement en bois à destination en sigle CBAD ;
- contrat d'approvisionnement en bois par l'intermédiaire en sigle CIAB.

La CBAD concerne les candidats commerciaux dont les marchandises forestières ont été convoyées à bord des moyens de transport du vendeur.

Le CIAB concerne les contrats commerciaux dont le convoyeur n'est pas propriétaire des marchandises forestières.

- **3.2. Fonctionnement des missions régaliennes de l'Etat.**

Les missions régaliennes de l'Etat sont accomplies par l'Administration assurant la tutelle des marchandises forestières d'une part et celle du commerce d'autre part.

Le premier contrôle la régularité des marchandises en circulation sur l'étendue du territoire tandis que la deuxième veille aux fluctuations des prix des marchandises.

Le contrôle sur la régularité des bois est effectué au moyen des opérations d'Agréage rendues obligatoires et qui peuvent être réalisées en amont dans les départements et en aval dans les sites de destination.

L'Agent d'agrée procède au moment de la réception des marchandises à la vérification des documents d'accompagnement des marchandises, il dresse un rapport de situation à l'Autorité de régulation compétente après notification des parties contractantes.

Les services compétents chargés de la régulation transigent au cas où l'origine des marchandises en circulation n'a pas été révélée.

Le recouvrement de sommes issues de la réfaction est réalisé par le régisseur auprès de l'Acheteur des bois au compte de vendeur.

- **Documents indispensables à la libre circulation des bois.**

Les documents indispensables à la libre circulation des bois sur l'étendue du territoire sont multiples mais les plus pertinents sont les suivants :

- La lettre de convoyage des produits forestiers délivré par l'Autorité de régulation du département émetteur des bois ;
- Le bordereau de Transport des bois délivré par le vendeur ou le scieur.
- Le certificat d'origine des bois sciés délivré par la direction départementale de l'Economie forestière.

Illème Partie

DIAGRAMME D'ILLUSTRATION

• Tableau n° 1 : **Illustration des contraintes à la mise en œuvre du code congolais du marché**

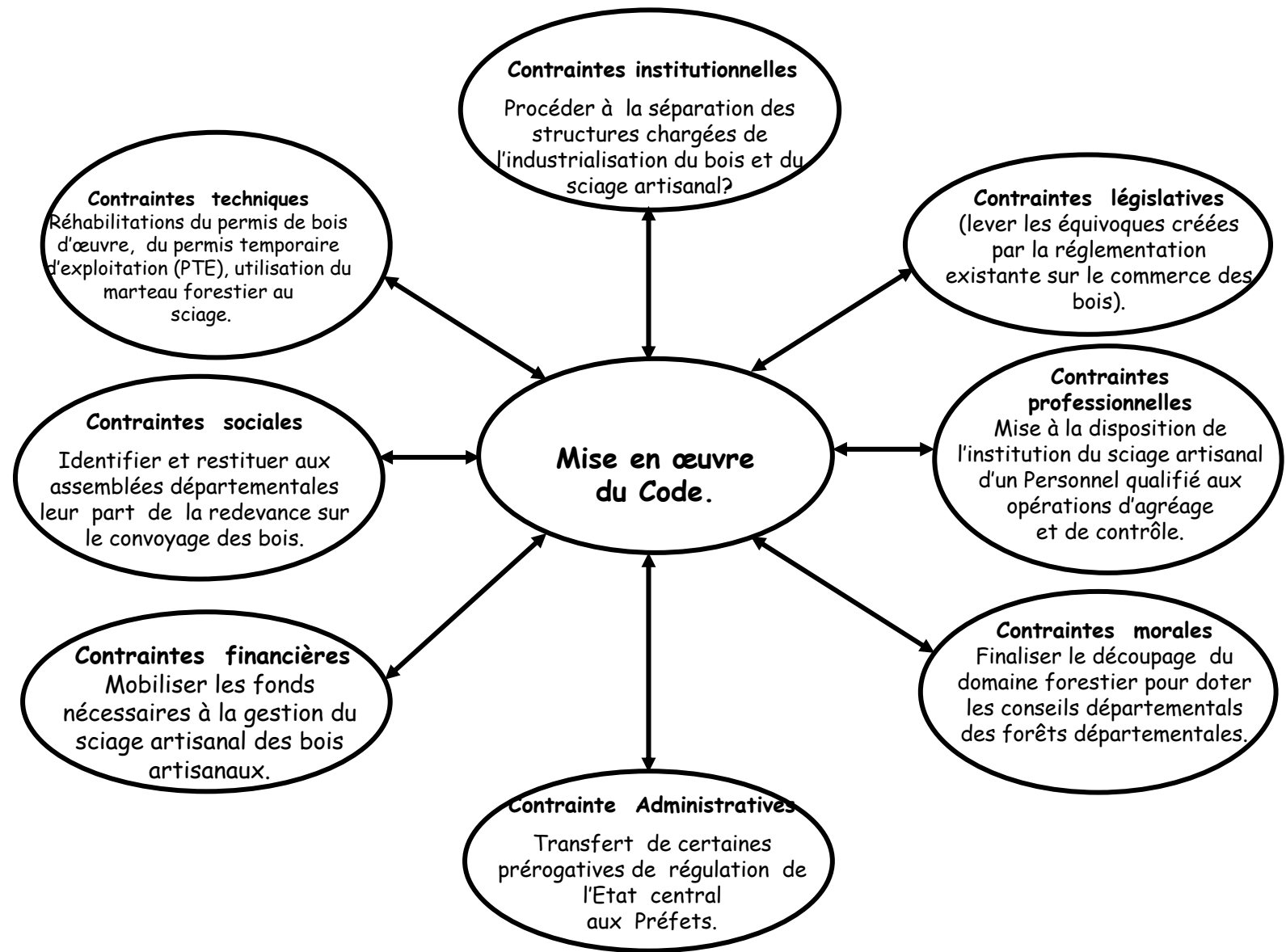


Tableau n°2 : Organigramme des institutions du sciage artisanal et des bois scies.

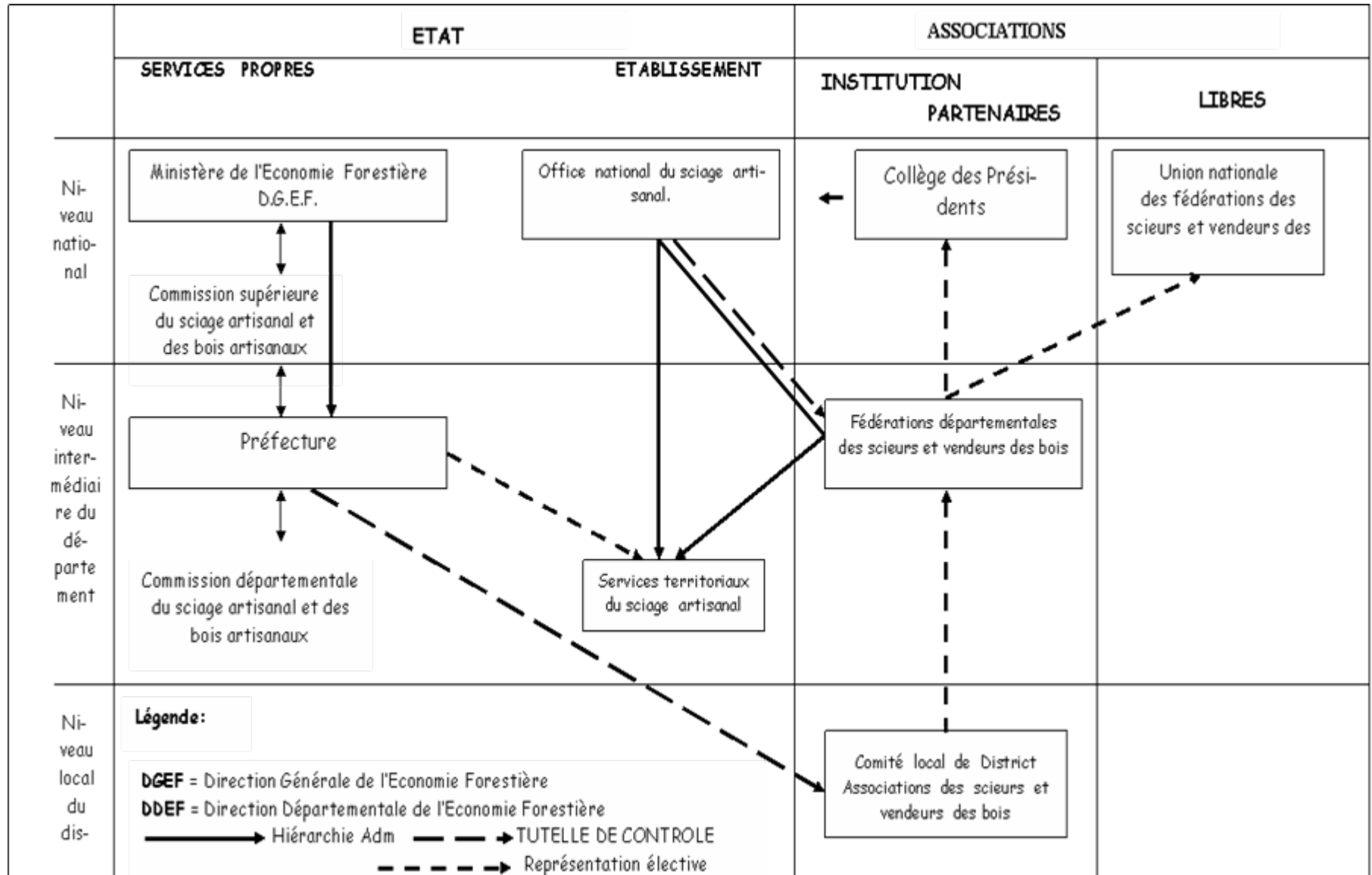


Tableau n° 3 : Illustration sur la chaîne nationale des circuits

commerciaux des bois artisanaux

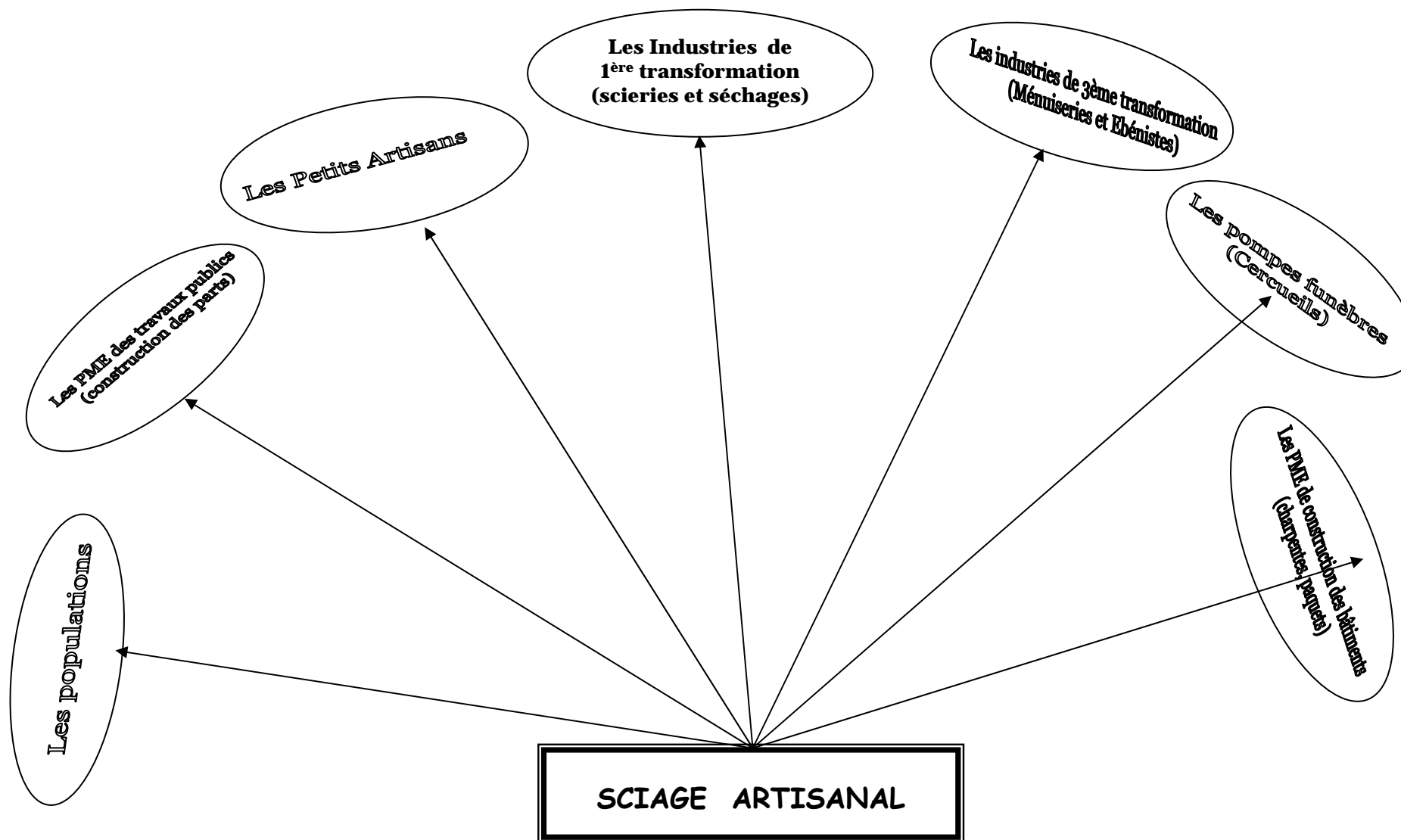


Tableau n° 4 : **Illustration sur la chaîne nationale des intervenants dans le commerce des bois artisanaux.**

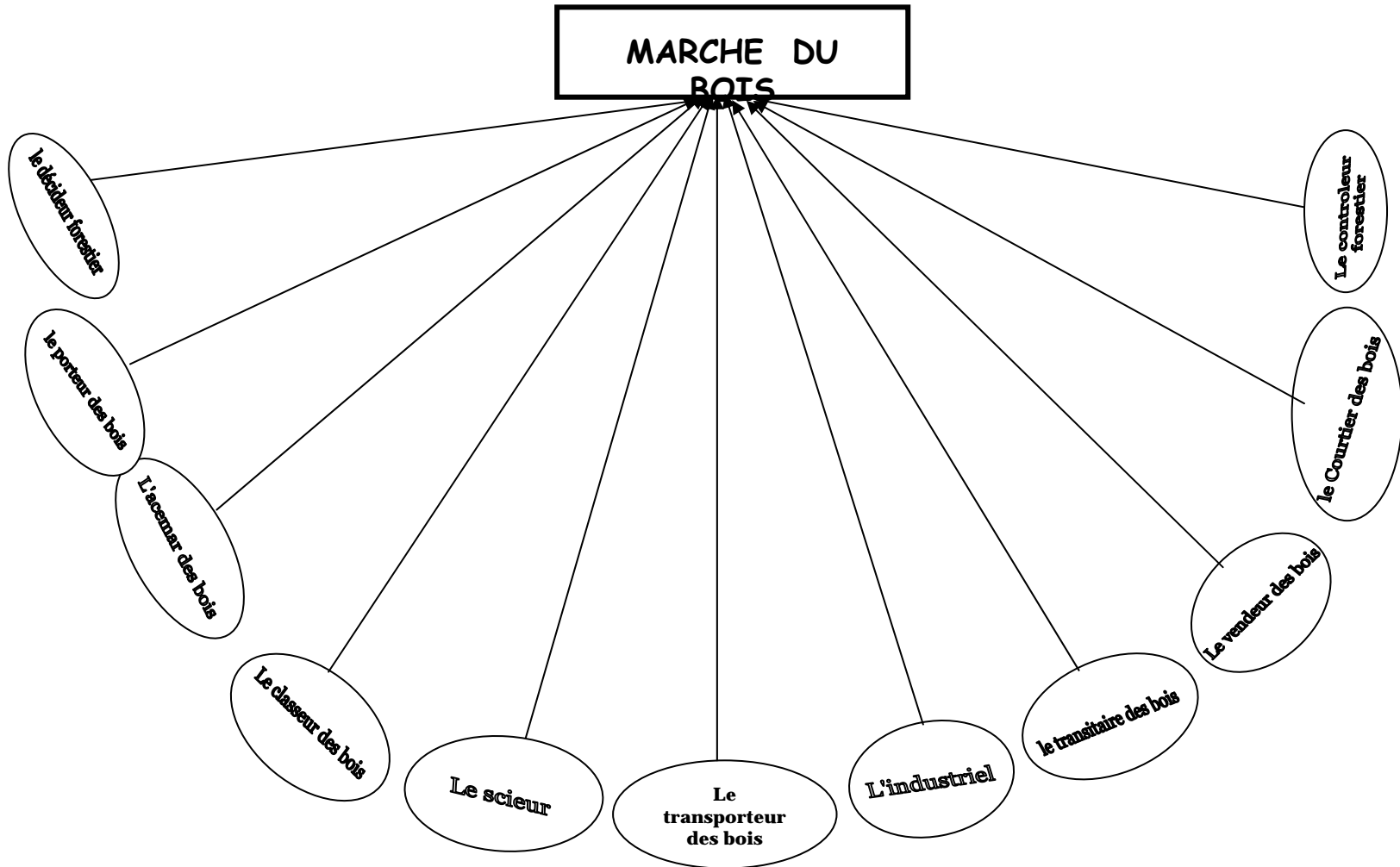


Tableau n°5 : **Plan de hiérarchisation des intervenants du marché.**

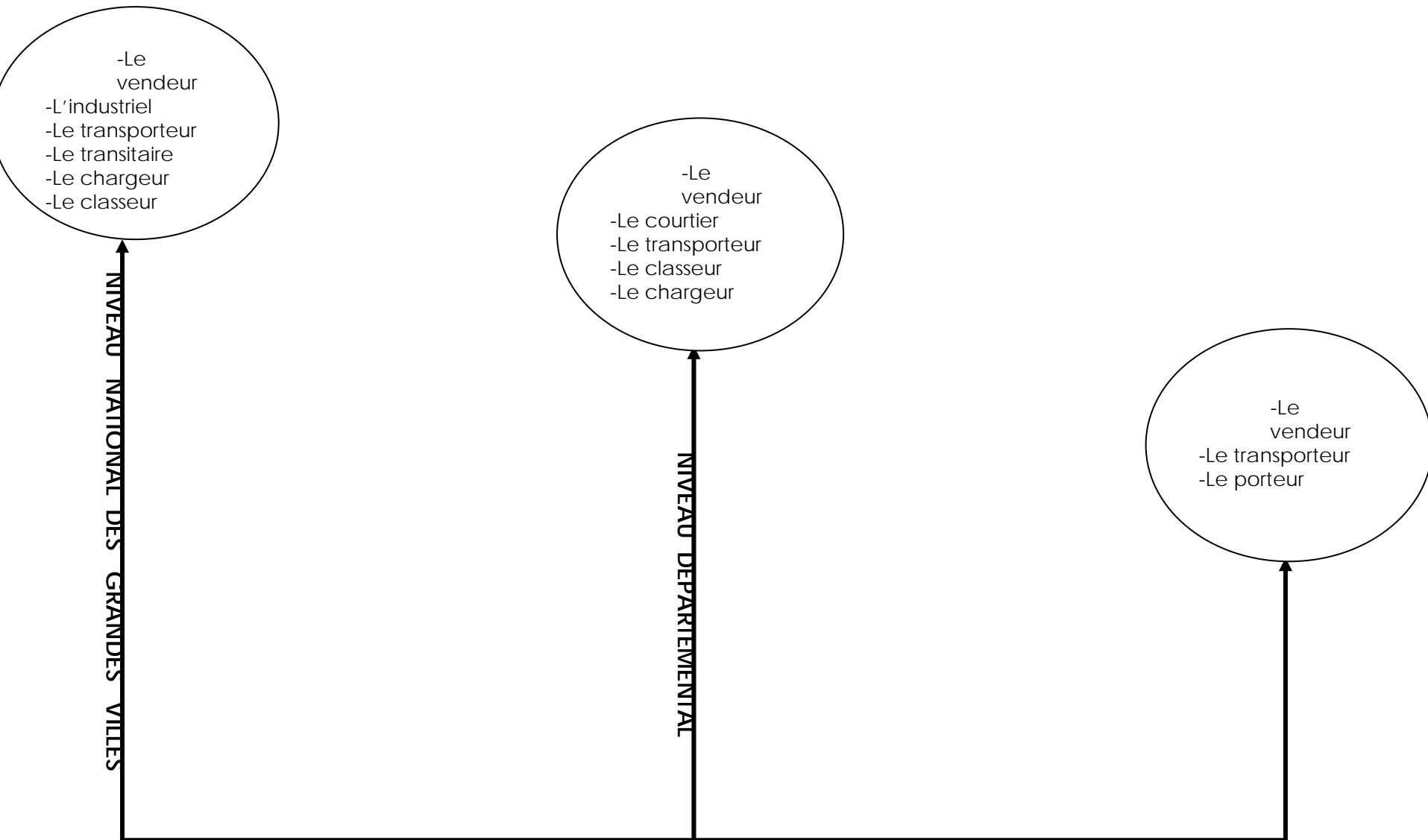


Tableau n°6: Filiation du sciage artisanal et des bois artisanaux

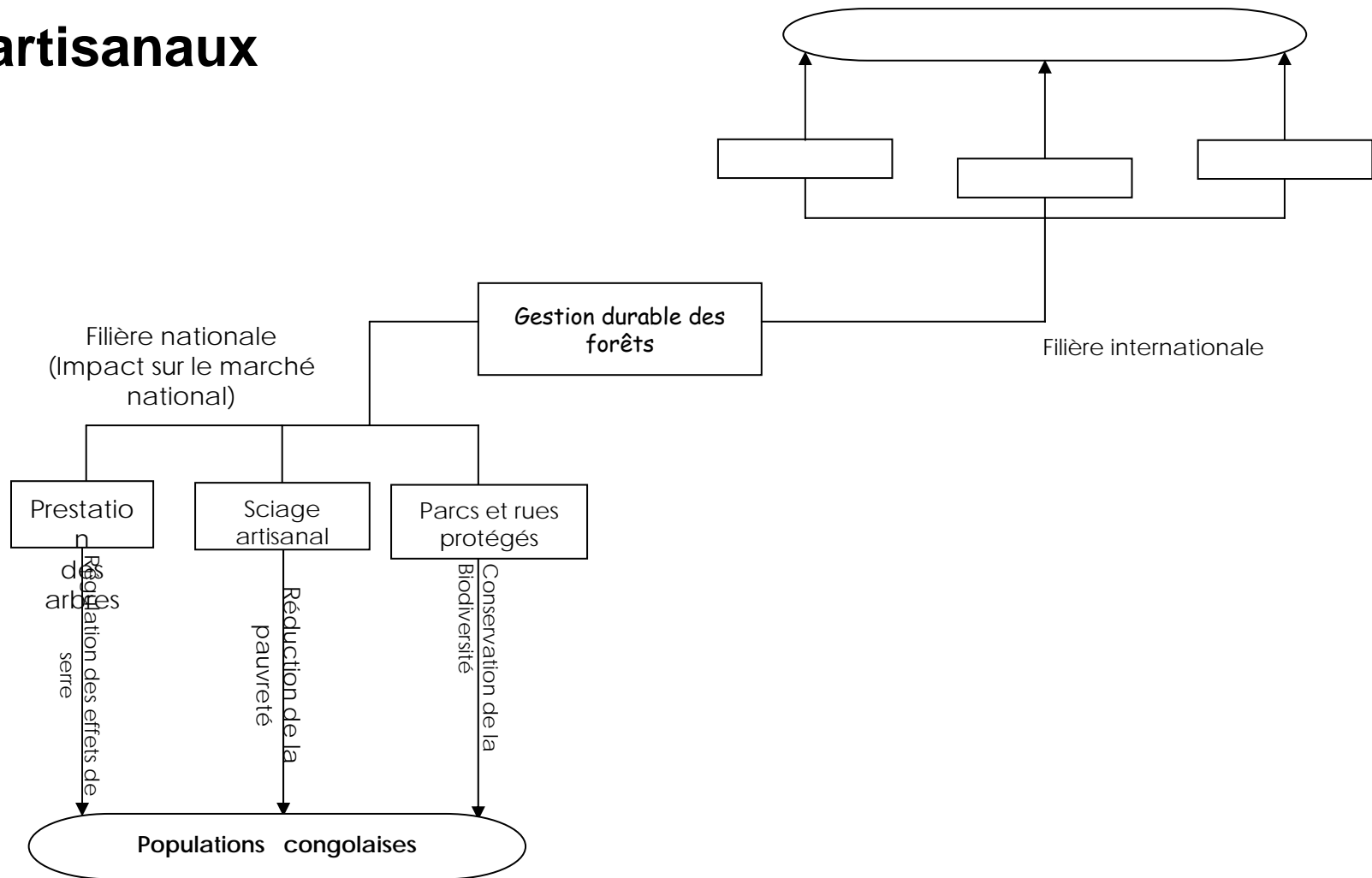


Illustration n° 7 : Profil d'une politique de gestion durable des forêts.

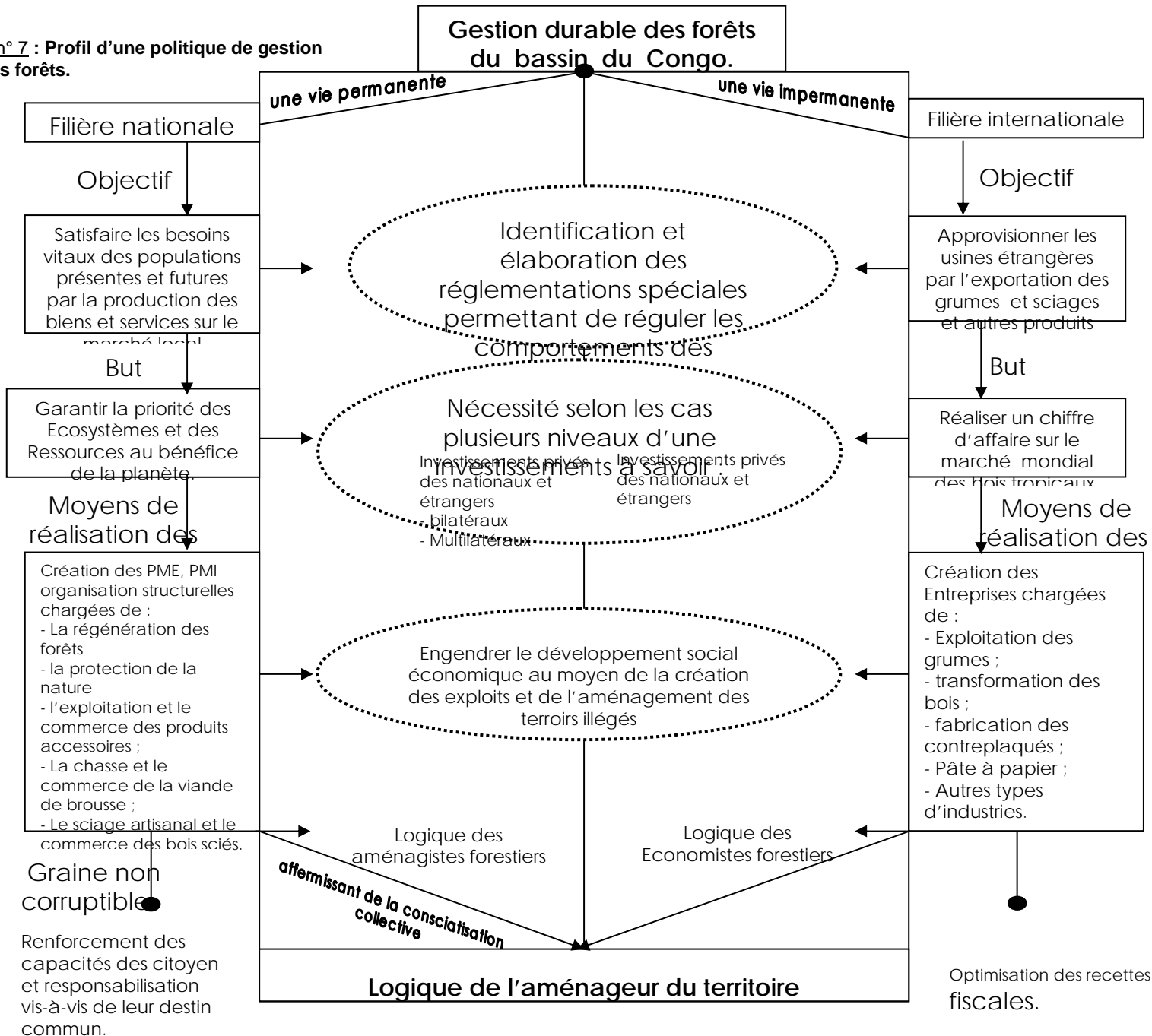
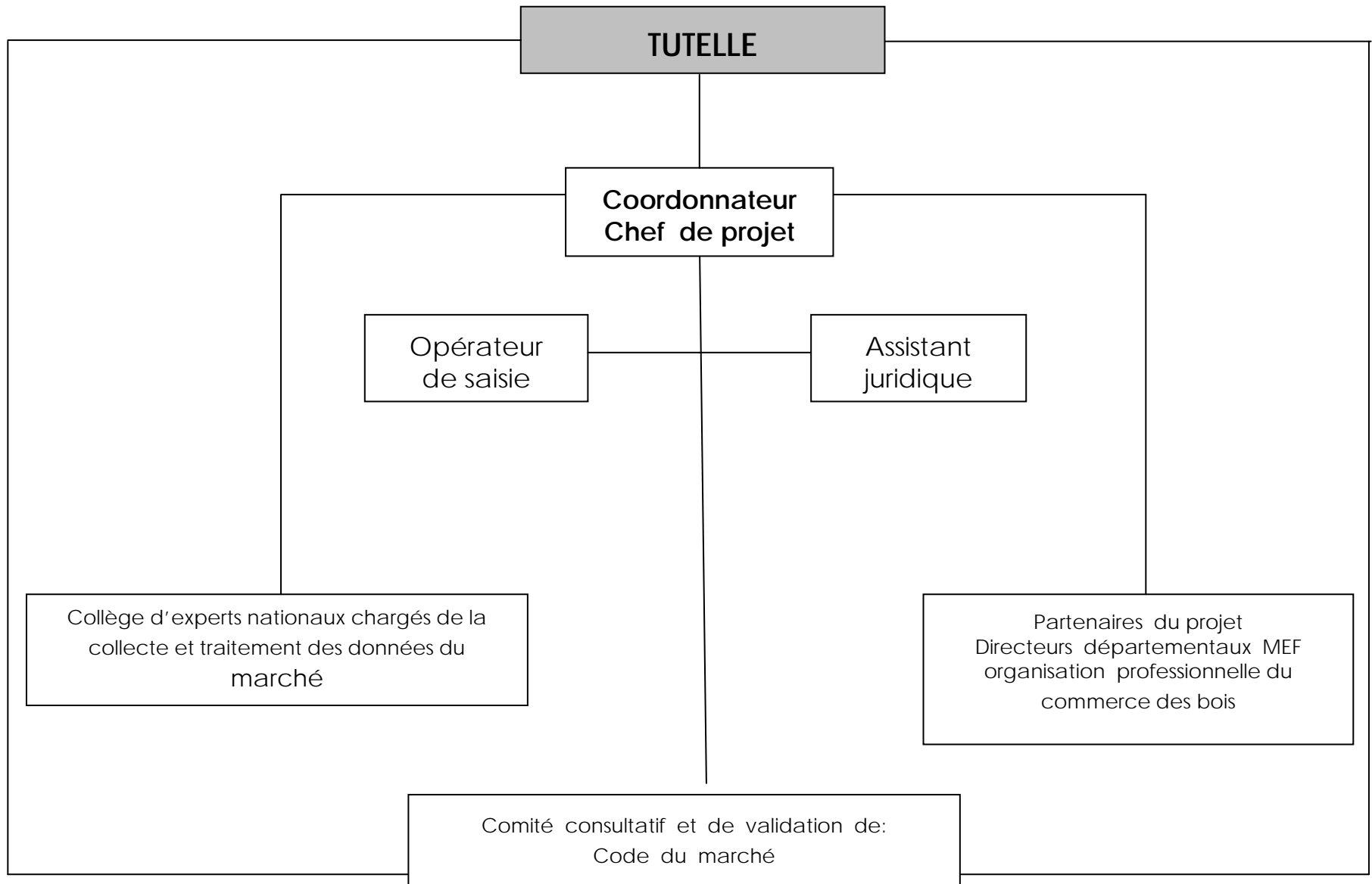


Tableau n°8 : Organigramme du projet d'élaboration du code de marché des bois d'œuvre Projet ECOMBO



Merci de votre attention